

**AVIS D'AUTORISATION ET D'AUDITION SUR L'APPROBATION D'UNE ENTENTE DE
RÈGLEMENT CONCERNANT L'ACTION COLLECTIVE SUR LES SERVICES DE
TRANSPORT PAR NAVIRE ROULIER**

Veillez lire attentivement le présent avis. Vos droits peuvent être affectés.

A: Toutes les personnes ou entités qui ont acheté au Canada des Services de transport par navire roulier, ou qui ont acheté ou loué un véhicule neuf transporté par Roro durant la Période visée par l'action, sauf les défendeurs et certaines parties liées aux défendeurs («Membres du Règlement»).

L'on entend par «Services de transport par navire roulier» tous les services internationaux payés de transport maritime par navire roulier («Roro»), ayant pour fonction le transport de véhicules et de camions neufs et d'occasion ainsi que d'équipements agricoles, de construction et miniers.

L'on entend par «Roro» un navire configuré de manière à permettre aux véhicules à roues de rouler depuis la rampe portuaire vers la rampe du navire et d'être stationnés sur le navire à des fins de transport maritime.

L'on entend par «Véhicules» les voitures, camions et autres équipements agricoles, de construction et miniers.

L'on entend par «Période visée par l'action» la période entre le 1^{er} février 1997 et le 31 décembre 2012.

Si vous avez acheté un véhicule ou un camion neuf au Canada pendant la Période visée par l'action et que celui-ci a été fabriqué à l'étranger, vous faites probablement partie des Membres du Règlement.

A. Objet de l'avis

Des actions collectives ont été intentées en Ontario, en Colombie-Britannique et au Québec. Dernièrement, un Règlement a été conclu entre Compania Sud Americana De Vapores S.A. (CSAV) et les Demandeurs. Celui-ci est sujet à l'approbation des Tribunaux de l'Ontario, de la

VOUS AVEZ DES QUESTIONS? APPELEZ AU 1.888.987.6701, OU VISITEZ
www.roroclassaction.com OU www.actioncollectiveroro.com

Colombie-Britannique et du Québec (le « Règlement hors cour » ou le « Règlement »). Le Règlement met fin aux actions collectives contre CSAV et ne constitue pas une admission de responsabilité ou de faute de la part de CSAV. Pour les fins du Règlement, les actions collectives ont été autorisées en Ontario, en Colombie-Britannique et au Québec. Des audiences d'approbation du Règlement se tiendront en Ontario, en Colombie-Britannique et au Québec. Elles auront lieu le 29 mai 2017 à 9 :30 au 80 Dundas Street, London, Ontario, à une date qui reste à déterminer au 800 Smithe Street, Vancouver, Colombie- Britannique et le 16 mai 2017 à 12 :00 au 1, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec. Les actions collectives dans les trois provinces se poursuivent contre les défendeurs qui n'ont pas réglé.

B. Nature de l'action

En 2013, des actions collectives ont été intentées par les cabinets Harrison Pensa en Ontario, Camp Fiorante Matthews Mogerman en Colombie-Britannique et Belleau Lapointe, s.e.n.c.r.l. au Québec (collectivement, «Avocats du groupe»), au nom de tous les Canadiens qui ont acheté des Services de transport par navire roulier ou qui ont acheté ou loué un Véhicule neuf transporté par RoRo entre le 1er février 1997 et le 31 décembre 2012 («L'action collective portant sur les Services de transport par navire roulier»)¹. Les demandeurs allèguent que les défendeurs ont comploté pour fixer, augmenter, maintenir ou contrôler le prix des Services de transport par navire roulier et/ou ont augmenté de façon déraisonnable le prix des Services de transport par navire roulier et/ou ont réduit indument la concurrence dans la vente de Services de transport par navire roulier et/ou ont mené des activités en contravention de la *Loi sur la concurrence*.

C. Le Règlement

Le Règlement hors cour

Un Règlement hors cour a été conclu avec CSAV. Durant la Période visée par l'action, les parts de CSAV dans le marché mondial des Services de transport par navire roulier étaient de 1 à 2%. De plus, CSAV n'a pas directement offert de services de transport par navire au Canada.

¹ Les actions collectives ont été intentées contre les défendeurs suivants : Nippon Yusen Kabushiki Kaisha, NYK Line (North America) Inc., NYK Line (Canada), Inc., Mitsui O.S.K. Lines, Ltd., Mitsui O.S.K. Bulk Shipping (U.S.A.), Inc., Kawasaki Kisen Kaisha, Ltd., "K" Line America, Inc., EUKOR Vehicle Car Carriers, Inc., Wilh. Wilhelmsen Holding ASA, Wilh. Wilhelmsen ASA, Wallenius Lines AB, Wallenius Wilhelmsen Logistics Americas, LLC, Wallenius Wilhelmsen Logistics AS, WWL Vehicle Services Canada Ltd., Compania Sud Americana De Vapores S.A., Nissan Motor Car Carrier Co., Ltd., World Logistics Service (USA) Inc., CSAV Agency North America, LLC, Høegh Autoliners AS, et Høegh Autoliners, Inc.

CSAV fait partie des 20 compagnies défenderesses de transport maritime contre qui les procédures ont été intentées. Dans le cadre du Règlement hors cour, CSAV a convenu de payer 450 000\$ CDN aux Membres du Règlement, en plus de collaborer avec les demandeurs dans la poursuite des actions collectives contre les défendeurs n'ayant pas réglé. Cette collaboration inclut la transmission d'information et de tout autre document fourni au Département de justice des États-Unis et au Bureau de la concurrence du Canada. De plus, CSAV s'est engagé à rendre disponible l'un de ses employés qui possède des connaissances pertinentes afin de procéder à son interrogatoire et pour qu'il témoigne au procès (si son témoignage est pertinent à l'affaire), dans la mesure où il demeure employé de CSAV.

En contrepartie, CSAV et CSAV Agency North America, LLC seront libérés de toute poursuite en lien avec les Services de transport par navire roulier. L'entente met fin à toute contestation et CSAV nie toute responsabilité dans cette affaire.

Les actions se poursuivent contre les autres défendeurs avec qui aucun règlement n'a été conclu.

Distribution des montants du Règlement aux Membres du groupe

Le montant du Règlement, déduction faite des frais d'avis, des honoraires des Avocats du groupe, des débours et des taxes applicables, sera détenu dans un compte en fidéicommiss portant intérêt, au profit des Membres du groupe (le «Fonds du règlement»).

Le Fonds du Règlement ne sera pas distribué aux Membres du groupe immédiatement. Les présentes actions peuvent donner lieu à d'autres règlements ou jugements. Si de nouveaux montants sont perçus, ils seront ajoutés au montant du Règlement actuel et une distribution efficace sera effectuée au moment opportun. Cela évitera de multiplier les coûts associés à des distributions multiples. Les tribunaux devront approuver quand et comment le processus de distribution des fonds sera effectué.

Les audiences d'approbation du Règlement

Le Règlement hors cour doit être approuvé par les tribunaux de l'Ontario, de la Colombie-Britannique et du Québec. L'audience à la Cour supérieure de justice de l'Ontario aura lieu le 29 mai 2017 à 9 :30 au 80 Dundas Street, London, Ontario, à la Cour suprême de la Colombie-Britannique à une date qui reste à déterminer au 800 Smithe Street, Vancouver, Colombie-Britannique et à la Cour supérieure du Québec le 16 mai 2017 à 12 :00 au 1, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec. Lors de ces audiences, les tribunaux devront

déterminer si le Règlement est juste, raisonnable et dans le meilleur intérêt des Membres du groupe.

Si vous ne vous objectez pas au Règlement proposé, vous n'avez pas à vous présenter à l'audience, ni à poser une quelconque action à ce stade afin de manifester votre intention de participer au Règlement.

Vous avez néanmoins le droit de vous présenter à l'une des audiences pour y faire des représentations. Si vous souhaitez émettre des commentaires ou formuler une objection au Règlement hors cour, vous devez faire parvenir une soumission écrite aux Avocats du groupe dont les coordonnées se trouvent ci-après, avant le 1^{er} mai 2017. Les Avocats du groupe feront ensuite parvenir votre lettre au tribunal approprié. Toutes les soumissions écrites seront considérées par le tribunal approprié. Si vous ne faites pas parvenir de soumission écrite avant la date limite, il est possible que vous ne soyez pas autorisé à faire de représentations lors des auditions.

Si le Règlement hors cour est approuvé par les tribunaux de l'Ontario, de la Colombie-Britannique et du Québec, des avis seront publiés en ligne au www.roroclassaction.com ou www.actioncollectiveroro.com afin d'en aviser les Membres du groupe.

D. S'exclure de l'action collective portant sur les Services de transport par navire roulier

Tel qu'indiqué précédemment, vous êtes Membre du Règlement si vous avez acheté des Services de transport par navire roulier, ou si vous avez acheté ou loué un véhicule neuf transporté par Roro durant la Période visée par l'action, à moins que vous ne vous excluez de l'action collective. Si vous souhaitez être Membre du Règlement, vous n'avez rien à faire pour le moment. En tant que Membre du Règlement, vous pourrez profiter des avantages découlant du Règlement et serez légalement lié par le résultat de l'action collective sur les Services de transport par navire roulier.

Si vous ne vous excluez pas, vous serez lié par le présent Règlement hors cour et par tous les règlements et jugements des tribunaux dans le futur. Vous ne pourrez pas tenter votre propre action en justice en lien avec l'action collective sur les Services de transport par navire roulier, incluant toutes violations alléguées à la *Loi sur la concurrence*. Vous ne serez pas en mesure de vous exclure de la présente action collective à une date ultérieure.

Si vous vous excluez de l'action collective portant sur les Services de transport par navire roulier, vous ne pourrez pas participer au Règlement avec CSAV, ni à d'autres règlements ou jugements contre les défendeurs dans la présente affaire. Vous pourrez tenter votre propre poursuite, à vos frais.

Pour vous exclure, vous devez envoyer une lettre d'exclusion signée par la poste, messenger, fax ou courriel, à l'adresse de l'un des Avocats du groupe qui se trouve ci-après. Si vous êtes un Membre du Règlement qui réside en Colombie-Britannique ou au Québec, veuillez faire parvenir votre lettre d'exclusion aux Avocats de votre province. Si vous êtes un Membre du Règlement qui réside en Ontario ou dans une autre province canadienne (autre que la Colombie-Britannique et le Québec), veuillez faire parvenir votre lettre d'exclusion aux Avocats de l'Ontario.

Votre lettre d'exclusion devra inclure :

- a) Le nom et l'adresse complète de la personne; et
- b) Une déclaration à l'effet que la personne souhaite s'exclure des procédures

Votre lettre d'exclusion **devra être reçue au plus tard le 10 mai 2017.**

E. Honoraires d'avocats

Les honoraires des Avocats du groupe, les débours et les taxes applicables devront être approuvés par les tribunaux. Lors de l'audience d'approbation du Règlement, les Avocats du groupe demanderont collectivement des honoraires d'un montant maximal de 25% du montant du Règlement, en plus des débours et taxes applicables qui seront payés à même le montant du Règlement.

Si vous souhaitez émettre des commentaires ou formuler une objection aux honoraires des Avocats du groupe, vous devez faire parvenir une soumission écrite et signée aux Avocats du groupe de votre province aux adresses indiquées ci-après, avant le **1^{er} mai 2017**. Le cabinet d'avocats qui recevra votre lettre la fera parvenir au tribunal approprié. Toutes les lettres seront considérées. Si vous ne faites pas parvenir de soumission écrite avant la date limite, il est possible que vous ne soyez pas autorisé à faire de représentations lors des auditions.

F. Les avocats qui vous représentent

Le cabinet Harrison Pensa LLP représente les Membres du Règlement de l'Ontario et de toutes les autres provinces, sauf de la Colombie-Britannique et du Québec. Vous pouvez rejoindre le cabinet Harrison Pensa LLP gratuitement au 1-800-263-0489 poste 759, par courriel à l'adresse roroclassaction@harrisonpensa.com ou par la poste, au 450 Talbot Street, London, Ontario N6A 4K3, à l'attention de : Jonathan Foreman.

Le cabinet Camp Fiorante Matthews Mogerman représente les Membres du Règlement de la Colombie-Britannique. Vous pouvez rejoindre le cabinet Camp Fiorante Matthews Mogerman gratuitement au 1-800-689-2322, par courriel à l'adresse info@cfmlawyers.ca ou par la poste, à la Suite 400, 856 Homer Street, Vancouver, British Columbia V6B 2W5, à l'attention de : David G.A. Jones.

Le cabinet Belleau Lapointe, s.e.n.c.r.l. représente les Membres du Règlement du Québec. Vous pouvez rejoindre le cabinet Belleau Lapointe, s.e.n.c.r.l. gratuitement au 1-888-987-6701, par courriel à info@belleaulapointe.com ou par la poste, au 306 Place d'Youville, bureau B-10, Montréal, Québec H2Y 2B6, à l'attention de : Maxime Nasr.

G. Questions sur le Règlement

Cet avis n'est qu'un résumé du Règlement hors cour. Nous encourageons les Membres du Règlement à consulter le Règlement hors cour complet, qui est disponible sur les sites www.roroclassaction.com et www.actioncollectiveroro.com. Si vous souhaitez obtenir une copie du Règlement hors cour ou si vous avez des questions suite à la consultation de ce document, nous vous invitons à communiquer avec le cabinet d'avocats approprié dont les coordonnées se trouvent ci-haut. **LES DEMANDES DE RENSEIGNEMENT NE DOIVENT PAS ÊTRE ADRESSÉES AUX TRIBUNAUX.**

H. Interprétation

Cet avis est un résumé de certains termes du Règlement hors cour. En cas de conflit entre les dispositions du présent avis et celles du Règlement hors cour, incluant les annexes, les termes du Règlement hors cour prévalent.

**CET AVIS A ÉTÉ AUTORISÉ PAR LA COUR SUPÉRIEURE DE JUSTICE DE L'ONTARIO,
LA COUR SUPRÊME DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE ET LA COUR SUPÉRIEURE DU
QUÉBEC**

VOUS AVEZ DES QUESTIONS? APPELEZ AU 1.888.987.6701, OU VISITEZ
www.roroclassaction.com OU www.actioncollectiveroro.com

**NOTICE OF CERTIFICATION AND SETTLEMENT APPROVAL HEARING
IN THE MATTER OF THE VEHICLE CARRIER SERVICES CLASS ACTION**

Read this Notice Carefully as it May Affect Your Rights

TO: All persons or entities in Canada who purchased Vehicle Carrier Services, or purchased or leased a new Vehicle transported by RoRo, during the Class Period, except the defendants and certain parties related to the defendants (“Settlement Class Members”).

“Vehicle Carrier Services” means paid international ocean shipping services via RoRo of cargo such as new and used cars and trucks, as well as agricultural, construction and mining equipment.

“RoRo” means an ocean vessel that allows wheeled vehicles to be driven on and off the vessel and parked on the vessel for ocean transport.

“Vehicle” means cars, trucks or other automotive vehicles, including agricultural, construction and mining equipment.

“Class Period” means February 1, 1997 to December 31, 2012.

If you bought a new car or truck in Canada during the Class Period that was manufactured overseas, you are likely a Settlement Class Member.

A. Purpose of this Notice

Class proceedings have been initiated in Ontario, British Columbia and Québec and, subject to court approval in Ontario, British Columbia and Québec, a settlement has been reached with Compania Sud Americana De Vapores S.A (“CSAV”) who has entered into an agreement with the Plaintiffs (the “Settlement Agreement”). The settlement is a resolution of disputed claims and is not an admission by CSAV of any liability, wrongdoing or fault. The Plaintiffs sought and were granted certification/authorization of the actions in Ontario, British Columbia and Québec for settlement purposes. There will be settlement approval hearings in Ontario, British Columbia and Québec. These hearings will be held on May 29 at 9:30 am at 80 Dundas Street, London, Ontario, on a date and time to be decided at 800 Smithe Street, Vancouver, British Columbia

and on May 16, 2017 at 12:00 pm at 1, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec. The litigation in all three provinces will continue against all non-settling defendants.

B. Nature of the Lawsuit

In 2013, class proceedings were initiated in Ontario by Harrison Pensa LLP, in British Columbia by Camp Fiorante Matthews Mogerman and in Québec by Belleau Lapointe, s.e.n.c.r.l. (collectively “Class Counsel”) on behalf of Canadians who purchased Vehicle Carrier Services, or purchased or leased a new Vehicle transported by RoRo between February 1, 1997 and December 31, 2012 (the “Vehicle Carrier Services Class Action”)¹. It is alleged that the defendants participated in an unlawful conspiracy to fix, raise, maintain, increase, or control the price for Vehicle Carrier Services and/or to enhance unreasonably the prices of Vehicle Carrier Services and/or to lessen unduly competition in the sale of Vehicle Carrier Services in Canada, and/or to conduct business contrary to the *Competition Act*.

C. The Settlement

The Settlement Agreement

A Settlement Agreement has been reached with CSAV. During the Class Period, CSAV’s share of the global Vehicle Carrier Services’ market was 1-2%, and it had no direct commerce in Canada of Vehicle Carrier Services. CSAV is among a group of 20 defendant ocean freight shipping companies that have been named in the proceedings. Under the Settlement Agreement, CSAV has agreed to pay CAD \$450,000.00 for the benefit of Settlement Class Members, and to provide co-operation to the Plaintiffs in pursuing their claims against the remaining non-settling defendants. This cooperation includes an attorney proffer, based on the attorney proffer provided to the United States Department of Justice (“USDOJ”), and any documents that were provided to the USDOJ in relation to the attorney proffer, and any additional documents that were provided to the Canadian Competition Bureau. In addition, CSAV has committed to making available a current employee with relevant knowledge, as long as he remains an employee, for a witness interview and trial testimony (to the extent his evidence is relevant).

¹ The class proceedings were brought against the following defendants: Nippon Yusen Kabushiki Kaisha, NYK Line (North America) Inc., NYK Line (Canada), Inc., Mitsui O.S.K. Lines, Ltd., Mitsui O.S.K. Bulk Shipping (U.S.A.), Inc., Kawasaki Kisen Kaisha, Ltd., “K” Line America, Inc., EUKOR Vehicle Car Carriers, Inc., Wilh. Wilhelmsen Holding ASA, Wilh. Wilhelmsen ASA, Wallenius Lines AB, Wallenius Wilhelmsen Logistics Americas, LLC, Wallenius Wilhelmsen Logistics AS, WWL Vehicle Services Canada Ltd., Compania Sud Americana De Vapores S.A., Nissan Motor Car Carrier Co., Ltd., World Logistics Service (USA) Inc., CSAV Agency North America, LLC, Høegh Autoliners AS, and Høegh Autoliners, Inc.

In exchange, CSAV and CSAV Agency North America, LLC will be provided with a full release of claims against them in relation to Vehicle Carrier Services. The settlement is a resolution of disputed claims and CSAV does not admit any wrongdoing or liability in connection with the Vehicle Carrier Services Class Action.

The litigation continues against the non-settling defendants.

Distribution to the Class

The settlement amount, net of notice costs, Class Counsel fees, disbursements and applicable taxes will be held in an interest bearing trust account for the benefit of the Settlement Class Members (the "Settlement Fund").

The Settlement Fund will not be distributed to Class Members at this time. The continuing litigation may or may not result in further settlements or judgments. If there is a further recovery, it will be added to the present monies and an efficient distribution will be made at an appropriate time so as to avoid the cost of facilitating multiple distributions. The Courts will approve when and to whom the settlement funds will be distributed.

The Settlement Approval Hearings

The Settlement Agreement remains subject to approval by the Courts in Ontario, British Columbia and Québec. A motion to approve the Settlement Agreement will be heard by the Ontario Superior Court of Justice on May 29, 2017 at 9:30 am at 80 Dundas Street, London, Ontario, by the Supreme Court of British Columbia on a date and time to be decided at 800 Smithe Street, Vancouver, British Columbia and by the Superior Court of Québec on May 16, 2017 at 12:00 pm at 1,rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec. At these hearings, the Courts will determine whether the settlement is fair, reasonable and in the best interests of Settlement Class Members.

If you do not oppose the proposed settlement, you do not need to appear at the hearing or take any other action at this time to indicate your desire to participate in the settlement.

You are entitled to appear and make submissions at the hearing. If you wish to comment on or make an objection to the Settlement Agreement, you must deliver a written submission to Class Counsel at the addresses listed below by May 1, 2017. Class Counsel will file all such submissions with the appropriate Court. All filed written submissions will be considered by the

appropriate Court. If you do not deliver a written submission by the deadline, you may not be entitled to participate, through oral submissions or otherwise, in the hearings.

If the Settlement Agreement is approved by the Courts in Ontario, British Columbia and Québec, further notices will be posted online at www.roroclassaction.com and www.actioncollectiveroro.com to advise Settlement Class Members in Canada of such approval.

D. Opting Out of the Vehicle Carrier Services Class Action

As outlined above, you are a member of the Settlement Class if you purchased Vehicle Carrier Services, or purchased or leased a new Vehicle transported by RoRo during the Class Period, unless you opt out of the Vehicle Carrier Services Class Action. If you wish to continue to be included as a Settlement Class Member, you do not need to do anything at this time. As a Settlement Class Member, you will be entitled to participate in and benefit from this settlement and you will be legally bound by the result of the Vehicle Carrier Services Class Action.

If you do not opt out, you will be bound by the Settlement Agreement and by any future settlements or Judgments of the court. You will not be able to bring or maintain any other claim or legal proceeding alleging any of the allegations already asserted in the Vehicle Carrier Services Class Action, including allegations related to violations of the *Competition Act*. No further right to opt-out of the Vehicle Carrier Services Class Action will be provided at a later date.

If you opt-out of the Vehicle Carrier Services Class Action, you will not be able to participate in the CSAV settlement, or any further settlements with or judgments against other defendants in this litigation. You may be able to bring your own lawsuit at your own expense.

To opt-out, please send a signed written election to opt-out by pre-paid mail, courier, fax, or email to the appropriate address of Class Counsel listed below. If you are a Class Member resident in British Columbia or Québec please send your signed written election to counsel in your respective province. If you are a Class Member resident in Ontario or any other province in Canada (outside of British Columbia and Québec), please send your signed written election to Class Counsel in Ontario.

All signed written elections should include:

- a) the person's full name and current address; and
- b) a statement to the effect that the person wishes to be excluded from the proceedings

QUESTIONS? CALL 1.800.263.0489, ext. 759 OR VISIT www.roroclassaction.com or www.actioncollectiveroro.com

The written election **must be received no later than May 10, 2017**.

E. Class Counsel Fees

Class Counsel legal fees, disbursements and applicable taxes must be approved by the Courts. Class Counsel will collectively be requesting legal fees of up to 25% of the Settlement Fund, plus disbursements and applicable taxes to be paid out of the Settlement Fund, at the settlement approval hearing.

If you wish to comment on or make an objection to Class Counsel fees, a written submission must be delivered to the appropriate Class Counsel at the addresses listed below by **May 1, 2017**. Class Counsel will forward all such submissions to the appropriate Court. All filed written submissions will be considered by the appropriate Court. If you do not file a written submission by the deadline, you may not be entitled to participate, through oral submissions or otherwise, in the hearing.

F. The Lawyers Representing You

Harrison Pensa LLP represents Class Members in Ontario and in all provinces other than British Columbia and Québec. Harrison Pensa LLP can be reached toll free at 1-800-263-0489 ext. 759, by e-mail at roroclassaction@harrisonpensa.com or by mail at 450 Talbot Street, London, Ontario N6A 4K3, Attention: Jonathan Foreman.

Camp Fiorante Matthews Mogerman represents Class Members in British Columbia. Camp Fiorante Matthews Mogerman can be reached toll free at 1-800-689-2322, by e-mail at info@cfmlawyers.ca or by mail at Suite 400, 856 Homer Street, Vancouver, British Columbia V6B 2W5, Attention: David G.A. Jones.

Belleau Lapointe, s.e.n.c.r.l. represents Class Members in Québec. Belleau Lapointe, s.e.n.c.r.l. can be reached toll free at 1-888-987-6701, by e-mail at info@belleaulapointe.com or by mail at 306 Place d'Youville, office B-10, Montréal, Québec H2Y 2B6, Attention: Maxime Nasr.

G. Questions about the Settlement

This notice contains only a summary of the Settlement Agreement and Settlement Class Members are encouraged to review the complete Settlement Agreement. A copy of the Settlement Agreement can be downloaded from the settlement website at www.roroclassaction.com and www.actioncollectiveroro.com. If you would like a copy of the

Settlement Agreement or have questions that are not answered online, please contact the appropriate Class Counsel identified above. **INQUIRIES SHOULD NOT BE DIRECTED TO THE COURTS.**

H. Interpretation

This notice contains a summary of some of the terms of the Settlement Agreement. If there is a conflict between the provisions of this notice and the Settlement Agreement, including the schedules, the terms of the Settlement Agreement shall prevail.

THIS NOTICE HAS BEEN AUTHORIZED BY THE ONTARIO SUPERIOR COURT OF JUSTICE, THE SUPREME COURT OF BRITISH COLUMBIA AND THE SUPERIOR COURT OF QUÉBEC